



Politique climatique

Conférence mondiale sur le climat: «COP, départ!»

07.11.2025

D'un coup d'oeil

- À Belem, la diplomatie climatique se réunit pour négocier la suite de la mise en œuvre de l'accord de Paris
- Les antagonismes se durcissent – entre pays en développement et pays industrialisés, entre l'État et le secteur privé, mais aussi, de manière générale, entre les ambitions et la réalité
- À moins d'une percée, le chemin pour atteindre les objectifs climatiques restera cahoteux

On peut le dire, la conclusion de l'accord de Paris sur le climat a été un exploit diplomatique. Réunir 195 pays aux intérêts parfois diamétralement opposés autour d'un objectif ambitieux, cela n'a rien d'une promenade dominicale, c'est un énorme pari. Thomas Gottschalk, qui a animé pendant des années une émission allemande, devenue culte, autour de paris parfois loufoques, dirait: «COP, départ!» Depuis le début, il était clair que le chemin serait difficile. Du côté des gros émetteurs: la Chine (34% des émissions mondiales) entend atteindre la neutralité climatique d'ici à 2060 et l'Inde (7,6%) d'ici à 2070. Seule une élection présidentielle sépare les Américains (12%) d'un changement de cap complet et c'est ainsi depuis des années. Et puis il y a l'UE (6,4%), qui souhaite jouer un rôle de leader en matière de politique climatique. La Suisse, dont les émissions sont relativement faibles, figure également parmi les «front runners». Nos émissions de gaz à effet de serre totales ont reculé de 26% environ par rapport au niveau de 1990, malgré une augmentation du revenu réel de 35% et une hausse de la population de 2 millions de personnes. Depuis 1990, l'industrie suisse a réduit ses émissions de près de la moitié et doublé sa valeur ajoutée. Néanmoins, les défis restent immenses. Pour atteindre son objectif intermédiaire de -50% d'ici à 2030, la Suisse doit réduire ses émissions au cours des cinq prochaines années dans la même mesure qu'elle l'a fait ces 35 dernières années.

Pendant ce temps, les négociations de la COP font apparaître des fractures, des contradictions et la complexité du projet. L'an dernier, il a certes été possible d'établir des règles communes pour le marché du carbone, mais la mise en œuvre encore trop lente au goût des entreprises. On attend toujours la fixation d'une date pour l'abandon obligatoire des énergies fossiles, que certains États bloquent sciemment. On peut aussi évoquer les conflits relatifs au financement, qui opposent les pays en développement aux pays industrialisés ou l'État au secteur privé, et font de l'ombre au véritable objectif commun. Sans compter que le départ des États-Unis a creusé un gouffre se chiffant en milliards dans le financement mondial des mesures pour le climat – il atteindrait un montant incroyable de 1 300 000 000 000 USD par an. Les États membres de l'UE discutent âprement jusqu'à la dernière minute pour parvenir à un compromis pour de nouveaux objectifs climatiques. Pour la suite, moins de la moitié de tous les pays signataires, dont la Suisse, ont proposé des objectifs pour la COP30 – et les émissions mondiales continuent d'augmenter.

Difficile de se montrer confiant dans ce contexte. Il semble évident que la diplomatie climatique a besoin d'être ranimée à Belem et dans le meilleur des cas, d'une percée. Il faut en particulier résoudre le champ de tension entre la protection du climat et l'attractivité des places économiques. Une énergie bon marché, propre et sûre est indispensable pour la croissance économique et la prospérité, laquelle permet ensuite d'investir dans la protection du climat et de désamorcer les luttes pour la répartition des ressources. Cela ne vaut pas seulement pour les pays industrialisés, mais aussi et surtout pour les pays émergents et en développement, dont la soif d'énergie ne cesse de croître. Une politique climatique qui favorise la pauvreté ne saurait être un modèle pour eux, ce serait plutôt un exemple à ne pas suivre. Si nous souhaitons que la communauté internationale soutienne à nouveau avec conviction l'accord de Paris sur le climat, il faut offrir des perspectives à tous les pays. Alors, les chances de succès de l'accord s'amélioreront également.

La version originale de ce texte a paru le 3 novembre 2025 dans le Tages-Anzeiger.



Lukas Federer

Responsable du département Énergie, environnement, infrastructures et numérisation, membre de la direction élargie